

# **Les villes amazoniennes et leurs relations à la forêt : Deux exemples dans la région Transamazonienne (Pará, Brésil)**

**Laurence Granchamp Florentino\***

L'Amazonie est présentée de plus en plus fréquemment comme "une forêt urbanisée" (Becker, 1995). De fait, les villes amazoniennes ont connu une spectaculaire expansion et de nombreux nouveaux centres urbains ont surgi depuis les années 1970. Les statistiques contiennent cependant un biais, car si le taux "officiel" d'urbanisation est de 62 % pour l'ensemble de la région Nord<sup>1</sup>, dans l'État du Pará, le plus peuplé, pas loin d'un tiers des chefs lieu de municipes ne dépassent pas les 5 000 habitants. 12,40 % de la population de l'État habite dans des centres urbains de moins de 20 000 habitants (voir Tableau 1), correspondant à des réalités bien différentes de ce qu'un Européen imagine spontanément lorsqu'on parle de "ville". À l'opposé, les quatre villes de plus de 100 000 habitants concentrent un quart de la population de l'État, dont 17 % dans la capitale, Belém, qui est plus que millionnaire. Aussi, l'exemple du Pará montre l'une des grandes caractéristiques de l'urbanisation de l'Amazonie, à savoir l'importante concentration de population dans des villes de grande taille contrastant avec l'énorme dispersion dans des noyaux urbains encore fortement insérés dans leur milieu rural.

Cet immense espace est donc fortement hétérogène, et les relations qui s'établissent entre les villes et les forêts diffèrent non seulement selon la taille des villes, mais surtout selon l'origine de l'occupation humaine, autochtone ou "pionnière". Ceci donne lieu à des modes d'appropriation contrastés dans le temps et dans l'espace : les premiers qualifiés souvent "d'Amazonie traditionnelle", se regroupent dans la région des fleuves et correspondent à une occupation beaucoup plus ancienne ; les seconds se trouvent principalement le long des routes et correspondent à des implan-

---

\* Centre de Recherche sur le Brésil Contemporain, 54 boulevard Raspail, Paris, France

<sup>1</sup> Soit les Etats de l'Acre, l'Amazonas, l'Amapá, du Pará, du Rondônia, du Roraima et du Tocantins.

tations spontanées ou encadrées par les organismes de colonisation agricole. Dans cet article, nous confronterons ces deux modes d'occupation sur le plan des relations de la ville à la forêt. Ceci nous permettra de comprendre l'innovation qu'ont représenté les conférences municipales dans la petite ville pionnière d'Uruará. À l'initiative d'acteurs locaux, ces conférences avaient pour but de réunir tous les secteurs de la société et de réfléchir ensemble aux modes d'exploitation des ressources forestières et à leurs conséquences.

Tableau 1 : Répartition de la population du Pará selon la taille du noyau urbain, 1996.

| Taille du noyau urbain (Nb d'hab.) | Pop. urbaine | Pop. rurale | Pop. totale | % de la population de l'État | nb de villes |
|------------------------------------|--------------|-------------|-------------|------------------------------|--------------|
| moins de 2 000                     | 10 972       | 60 400      | 71 372      | 0,20                         | 8            |
| de 2 000 à - de 5 000              | 115 269      | 354 364     | 469 633     | 2,09                         | 33           |
| de 5 000 à - de 7 500              | 109 919      | 253 880     | 363 799     | 1,99                         | 18           |
| de 7 500 à - de 10 000             | 134 692      | 267 863     | 402 555     | 2,44                         | 15           |
| de 10 000 à - de 15 000            | 194 660      | 278 007     | 472 667     | 3,53                         | 16           |
| de 15 000 à - de 20 000            | 117 921      | 101 638     | 219 559     | 2,14                         | 7            |
| de 20 000 à - de 30 000            | 333 418      | 241 209     | 574 627     | 6,05                         | 14           |
| de 30 000 à - de 50 000            | 286 478      | 189 827     | 476 305     | 5,20                         | 7            |
| de 50 000 à - de 75 000            | 288 121      | 155 699     | 443 820     | 5,23                         | 5            |
| de 100 000 à 250 000               | 410 232      | 120 711     | 530 943     | 7,44                         | 3            |
| un million et plus                 | 947 335      | 538 234     | 1 485 569   | 17,19                        | 1            |
| Total                              | 2 949 017    | 2 561 832   | 5 510 849   | 53,51                        | 128          |

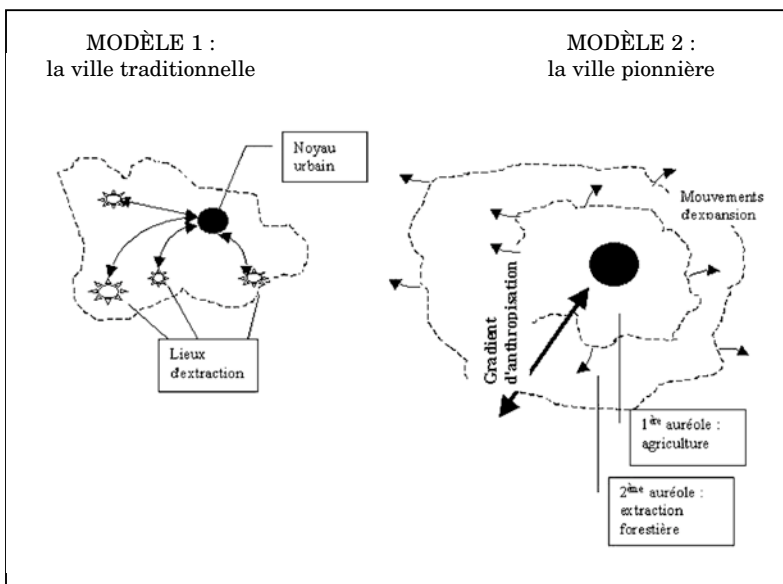
Source : IBGE, 1996, org. L. Granchamp Florentino

## Caractériser les villes de l'espace forestier amazonien

Cette présentation sous forme de deux grands modèles, bien que très schématique, reflète une grande partie de la réalité amazonienne (Figure 1). Elle oppose une première situation où l'anthropisation maximum se concentre sur un noyau réduit, le village ou la petite ville, tandis que les activités humaines en forêt sont très dispersées et d'un faible impact, à une seconde situation où se met en place un gradient décroissant d'anthropisation. Dans ce second cas, l'impact des activités

humaines sur le milieu forestier est beaucoup plus important, avec notamment une déforestation presque totale dans la première auréole autour de la ville, pour les besoins de l'agriculture (qui en principe devient plus intensive à mesure que l'on s'approche de la ville), et un impact encore relativement important dans la seconde auréole d'activités d'extraction forestière. De plus, si dans le premier cas les modes d'exploitation des ressources et de circulation des produits sont relativement stables, dans le second cas en revanche, les auréoles progressent comme des tâches d'huile tant que le dynamisme est alimenté par les migrations.

Figure 1 : Modèles idéaux de relations ville-forêt.

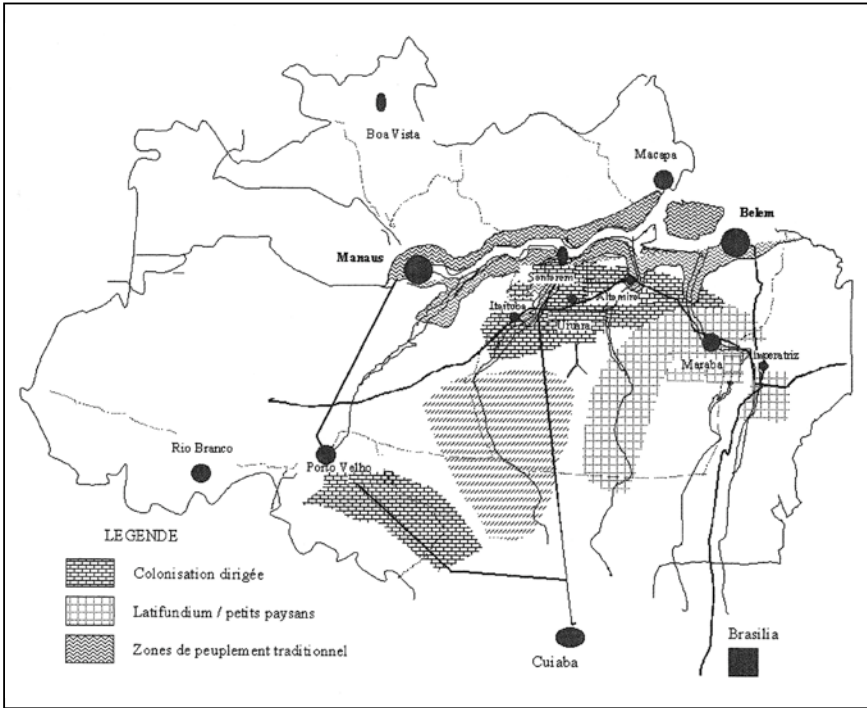


### ***La ville traditionnelle***

La micro région d'Altamira (Figure 2) est une intéressante rencontre entre ces deux types d'espaces. La plupart des municipes qui la composent sont issus du programme de colonisation agricole mis en place par l'État fédéral dans les années 1970 autour de la construction de la Transamazonienne. Mais la ville d'Altamira possède un passé plus ancien, qui la rattache à l'histoire des centres urbains "traditionnels".

Les missionnaires créent le long du fleuve Xingu, au XVII<sup>e</sup> siècle, quatre centres d'évangélisation situés à environ une journée de barque l'un de l'autre. Ils fixent les populations indigènes autour de ces villages qui vont prospérer grâce à la collecte des *drogas do sertão* (épices et

Figure 2 : La micro région d'Altamira



plantes médicinales). Les produits sont expédiés à Belém puis Lisbonne (Paralieu, 1998). La petite mission située au sud de l'emplacement actuel de la ville d'Altamira est le dernier relais avant de pénétrer dans un vaste territoire riche et peu exploité.

À partir du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque se met en place l'exploitation des hévéas pour le caoutchouc, Altamira voit sa position administrative et stratégique renforcée. L'intensification du système extractif entraîne l'installation d'une garnison militaire et surtout la construction d'une route vers le port par lequel le caoutchouc est acheminé jusqu'à Belém. En 1912, cette prospérité permet à Altamira d'accéder au rang de municípe.

Les villes de Belém et Manaus et leurs relais locaux tels qu'Altamira, réalisent la distribution à l'intérieur de l'Amazonie des produits importés (du sud) tandis que les produits régionaux destinés à l'exportation convergent vers elles. Les exportations concernent les animaux et produits dérivés (cuirs, peaux, poissons séchés) les minerais, les produits végétaux comme le cacao, la noix du Brésil, le caoutchouc, les fruits, les graines dont on extrait des huiles, le bois en planches ou billes, quelques essences (pau-rosa) et des feuilles, des racines, des résines ou des graines utilisées à des fins médicinales (Loureiro, 1992).

L'ensemble du système repose sur un mécanisme d'endettement à vie des travailleurs auprès de leur "patron", qui les approvisionne en produits de première nécessité en échange de leur production de caoutchouc. Ce petit patron est lui-même approvisionné par les maisons commerciales des villes relais, vers lesquelles il achemine les balles de caoutchouc. Les maisons commerciales, comme à Altamira par exemple, se chargent ensuite d'expédier le caoutchouc vers les maisons exportatrices de Belém.

Lorsque les plantations d'Asie du sud-est sont entrées en production, l'ensemble du système économique amazonien a connu une crise durable, et ce sont les villes, particulièrement celles qui faisaient office de relais comme Altamira, qui ont connu le plus fort déclin. Un grand nombre de travailleurs, sans autre alternative, ont poursuivi leur activité mais les maisons commerciales n'ont pas résisté à la crise et ont fermé.

La ville d'Altamira s'est réveillée brutalement de sa léthargie en 1970, lorsque les militaires au pouvoir ont fait d'elle un "pôle de développement", capitale d'une région encore imaginaire à l'époque, où tout était encore à construire. En l'espace de trente ans, Altamira est passée de 5 816 à 54 235 habitants (respectivement en 1960 et 1996) ; sa région d'influence compte sept villes et villages entre 3 000 et 8 000 habitants, dont un seul existait avant le programme de colonisation. Signalons au passage que les populations indigènes nombreuses dans la région avant la colonisation ont vu leur nombre se réduire dramatiquement et sont aujourd'hui dans des réserves dont les frontières sont régulièrement menacées ou rognées.

### ***La ville pionnière : l'avant poste de la civilisation.***

Pour mieux comprendre l'une des spécificités des noyaux urbains amazoniens issus des politiques d'intégration nationale, il faut nous pencher un instant sur le concept de "frontière", essentiel également à la compréhension de la dynamique de peuplement de l'ensemble du Brésil. La frontière (agricole ou non) peut être définie comme un point de rencontre entre deux espaces : l'un structuré, domaine de la civilisation, et l'autre sous-peuplé, non structuré, et relevant du "naturel" (Martins, 1996 ; Sawyer, 1982). Turner<sup>2</sup> également, dans le contexte des États-Unis, concevait le terme de frontière comme représentant la limite entre civilisation et barbarie.

Pour Martins, cet aspect serait l'un des facteurs explicatifs des nombreuses tensions existantes. *"Au Brésil, pour les membres eux-mêmes de ce qui pourrait s'appeler provisoirement la "société de frontière", la frontière apparaît fréquemment comme la limite de l'humain. Au-delà se trouve le non-humain, le naturel, l'animal"* (op.cit. p. 41). Ceci s'illustre concrètement dans les hiérarchisations sociales et les jugements de valeur : la ville est l'expression par excellence de l'avancée de la civili-

---

<sup>2</sup> D'après Alistair Hennessy, 1981, cf bibliographie.

sation sur la nature ou l'inhumain ; a contrario, le colon qui s'avance loin dans la forêt pour défricher un lopin de terre est appelé "*bicho do mato*" (littéralement "bête de la forêt"), marquant par-là sa position aux frontières de l'humain.

À cette opposition se superpose également celle entre archaïsme et modernité, particulièrement dans un pays très marqué par le positivisme (Uztarroz, 1990). Dans un discours prononcé à Manaus, le président Getúlio Vargas voit en l'Amazonie une vallée fertile que les Brésiliens doivent peupler, le nomadisme et l'état primitif devant céder la place à une agriculture sédentaire et prospère (Foucher, 1974). Dans un premier temps, le colon ou paysan est donc porteur de ce projet de modernité pour l'espace "vierge", contre le chasseur cueilleur amérindien ou le "*caboclo*"<sup>3</sup>, dont le système de survie repose sur un équilibre des activités entre le fleuve (pêche), le jardin potager (*quintal*), le petit champ de manioc et de riz et les produits de la forêt (chasse pour l'autosubsistance et cueillette de produits commercialisables) (Loureiro, 1992). Très faiblement monétarisé, ce système a été particulièrement dévalorisé. Encore aujourd'hui, on entend facilement parmi les migrants de la frontière des jugements de valeur négatifs sur le mode de vie des "*caboclos*" : ce sont des fainéants (ils ne produisent pas d'excédent), ils sont archaïques et n'ont pas su s'adapter au monde moderne, ils sont donc en marge de la société nationale (ils ne participent pas au marché et ne partagent pas les mêmes valeurs).

Par la politique d'intégration nationale mise en œuvre, l'État a une part de responsabilité non négligeable dans la déforestation ; il a contribué aussi à la diffusion d'idéologies qui donnent une valeur seulement à la terre portant la forêt et en aucune façon à la forêt elle-même. Encore aujourd'hui, malgré les changements d'orientation et les programmes internationaux visant à soutenir un effort de l'État pour la préservation de la forêt, il n'existe pas de politique spécifiquement amazonienne qui permette aux terres boisées de valoir davantage que les terres en pâturages.

Cet ensemble de représentations sociales et de valeurs de la société "expansionniste" de la frontière, "moderne" et "urbaine", ont dans une certaine mesure dévalorisé et découragé les pratiques extractivistes dans cette région. Elles n'ont pas favorisé l'apprentissage par les migrants de toutes les ressources du milieu forestier et l'intégration des activités extractives les plus rentables à un système d'exploitation agricole diversifié.

Sur le plan du paysage urbain, ces valeurs se sont traduites par une éradication systématique de tous les signes de la présence antérieure de la forêt. Tout a été d'abord rasé pour ensuite replanter des arbres "civilisés" ou domestiques, comme les fruitiers (manguiers, avocatiers, pomme-du-Pará, papayers) ou les palmiers.

---

<sup>3</sup> Le terme désigne l'habitant traditionnel de l'Amazonie, non-indien, mais très souvent issu d'un mélange entre les populations indigènes et les colons blancs.

C'est en connaissance de tous ces éléments caractéristiques des villes pionnières que l'on peut prendre la mesure de l'innovation qu'a représenté l'expérience des conférences municipales sur le développement à Uruará.

### **La ville pionnière d'Uruará : entre inertie et innovation**

Les fronts pionniers sont généralement présentés comme voués à se reproduire toujours selon un modèle destructeur de l'environnement. Or, c'est dans ce contexte qu'a surgi, à Uruará, une tentative originale pour essayer de changer cet ordre des choses et résister à une certaine force d'inertie qui entraînerait vers une fin inéluctable. Pour la première fois, des acteurs locaux se sont réunis en conférences et séminaires municipaux pour réfléchir ensemble aux alternatives possibles à ce mode de développement.

Uruará est le centre urbain de la frontière agricole de la région d'Altamira qui a connu le développement le plus remarquable depuis les années 1970. Aujourd'hui, il représente avec ses 8 078 habitants (contre 5 767 en 1991, soit 16,7 % de croissance en 5 ans) le centre urbain le plus important et le plus dynamique de la micro région, après Altamira. Son expansion s'est réalisée de manière typique des centres pionniers, tel que nous venons de le décrire.

Le bourg d'Uruará s'est développé dans un premier temps grâce à l'essor de l'agriculture familiale, en particulier à l'époque où les cours du cacao étaient élevés. Puis, lorsque les cours se sont effondrés, l'ensemble de l'agriculture locale est entrée dans une phase de récession. Pourtant, la petite ville d'Uruará a continué à croître. En 1994, une enquête montrait que l'agriculture n'était plus l'activité économique dominante, mais que l'exploitation du bois soutenait désormais la vie économique locale<sup>4</sup>.

À l'époque, il n'existait que deux ou trois scieries déjà installées aux portes du bourg grandissant, mais un nombre non négligeable de nouvelles scieries prospectaient et voulaient s'installer dans la région. Ces dernières ne prétendant pas changer quoi que ce soit au mode d'exploitation pratiqué par les anciennes, les habitants d'Uruará manifestaient une certaine préoccupation pour l'avenir de leur municiple.

Ces préoccupations se justifiaient pour diverses raisons :

- *Les scieries effectuent un ratissage sélectif de certaines espèces, dont certaines sont déjà de plus en plus difficiles à trouver (particulièrement *Swietenia macrophylla*, *Cedrela odorata* et *Virola surinamensis*) ; la disparition de ces espèces dans les périmètres habités contraint les entreprises à s'enfoncer toujours plus loin dans la forêt.*

---

<sup>4</sup> Enquête réalisée par P. Hamelin, démographe IRD.

- *Elles ouvrent ainsi des chemins* qui permettent aux petits agriculteurs sans terre de s'installer toujours plus loin du centre, posant des problèmes sociaux et de gestion du territoire. En effet, une fois ces chemins ouverts par les exploitants de bois, les habitants qui s'y installent revendiquent auprès de la municipalité leur entretien. Le réseau de "vicinales" (chemins secondaires) atteint ainsi à Uruará plus de 2000 km, et le coût de son entretien n'est pas supportable par la municipalité. Et lorsque ce ne sont pas les "sans-terre" qui s'installent dans la forêt et défrichent, ce sont des grands élevages bovins. L'importance des déboisements est alors démultipliée.

- *Il n'existe pas d'application de plan de coupe et de techniques d'abattage*, bien qu'une association entre ONG et entreprise ait démontré que c'était chose possible dans la région (Cunha Dos Santos et Salgado, 1998). Ainsi, pour atteindre l'arbre qui les intéresse, les scieries provoquent d'importants dégâts, et l'ensemble du mode d'extraction n'est pas véritablement rationalisé.

- *L'augmentation du nombre de scieries attire une main d'œuvre en ville*, provenant de la zone rurale ou d'autres régions. Entre 1991 et 1996, la ville a gagné 2 300 habitants (soit un taux de croissance de 16 % en cinq ans). De nouveaux quartiers ont surgi, et les habitants craignent de voir augmenter les problèmes d'insécurité devant l'afflux de ces "étrangers", particulièrement lorsqu'à la morte saison les scieries débauchent une bonne part de leur personnel<sup>5</sup>.

- *Le rapport très inégalitaire entre les agriculteurs et les exploitants de bois* : le prix payé pour les arbres des agriculteurs (entre 10 et 15 US\$) était perçu ridiculement bas par les plus avertis de ces derniers. Mais dans un premier temps, la plupart ont accepté de vendre, trop contents de trouver une rentrée d'argent au démarrage de l'exploitation agricole. Souvent, la seule ouverture d'une route par le "forestier" (exploitant de bois) se faisait en échange de tous les arbres de valeurs du propriétaire du lot ainsi provisoirement désenclavé.

- *Enfin, un certain nombre de scieries et d'autres industries extractives (comme celle des cœurs de palmiers) sont itinérantes* : lorsque la ressource qui les intéresse est épuisée à l'endroit où elles se trouvent, elles déménagent et s'installent plus loin. Elles laissent alors une part importante de la population au chômage, le commerce s'en ressent fortement, ainsi que les ressources municipales. Dans un contexte où aucune autre activité ne parvient à se substituer ou offrir une alternative, le municipe risque d'entrer dans une grave récession et une phase de dépeuplement (désertification économique, sociale, écologique).

### ***L'origine du changement***

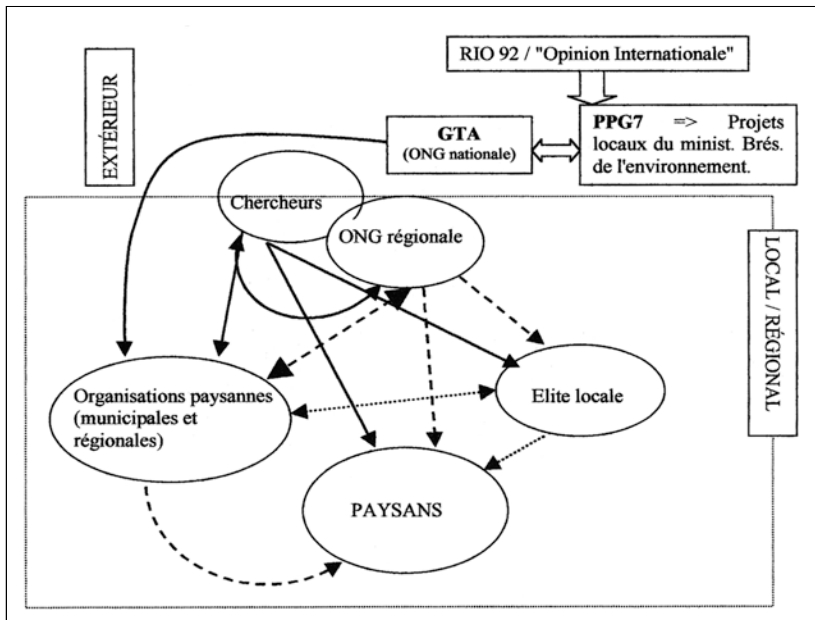
Le schéma ci-dessous (Figure 3) synthétise les relations entre groupes d'acteurs et l'évolution des représentations en cours dans la société pionnière d'Uruará.

---

<sup>5</sup> En saison des pluies, les travaux d'extraction en forêt s'arrêtent, compte tenu des difficultés de transport dans la région.



Figure 3 : Les origines du changement



Les différents groupes d'acteurs concernés par la préservation des ressources forestières peuvent se répartir en trois niveaux : d'abord le niveau local, puis régional et enfin national. Les groupes "paysans" et "élite locale", principales composantes du premier niveau, sont loin d'être homogènes. Au sein du groupe "paysan", il existe des visions très diverses de l'intérêt de la préservation et des pratiques envers les ressources forestières ; de même, le groupe de "l'élite locale" est composé des fonctionnaires et élus de la municipalité, des fonctionnaires des institutions d'appui au développement agricole et également du prêtre qui a eu un rôle déterminant d'intermédiaire.

Les organisations paysannes se rencontrent à la fois au niveau local et régional. À l'échelle du municipe, il s'agit du Syndicat des Travailleurs Ruraux (STR) et des associations de petits producteurs, fédérées pour la plupart au sein du Mouvement Pour la Survie de la Transamazonienne (MPST), qui a un rayonnement régional et des contacts importants avec le niveau national.

Le groupe des "chercheurs" est également relativement hétérogène, car ils n'ont pas tous la même appartenance institutionnelle, disciplinaire ou encore la même origine nationale puisqu'on compte avec la participation d'un nombre non négligeable de chercheurs français.

La nécessité d'une première conférence municipale s'est fait sentir en fonction des divers problèmes qui atteignaient le municiple et mettaient en péril sa reproduction sociale et économique. On peut considérer que les chercheurs ont servi de "détonateur", relayés au niveau local par le curé. Puis l'installation au niveau régional d'une ONG préoccupée par les questions environnementales autant qu'agricoles a continué à sensibiliser les élus municipaux.

Cependant, la première conférence municipale, qui s'est tenue en avril 1994, n'était encore qu'une manifestation ayant permis de dresser un bilan des problèmes du municiple, et les questions agricoles et foncières y tenaient autant de place que celles de préservation des ressources forestières. Les idées ont progressé au fur et à mesure des interactions entre les différents groupes, entre 1994 et fin 1996, date à laquelle le processus a commencé à périlcliter. Si à l'origine les chercheurs et l'ONG régionale ont eu une ascendance majeure, progressivement les organisations paysannes ont commencé à recevoir d'autres l'influence, provenant principalement de leurs nouveaux contacts nationaux. En effet, l'introduction d'un débat sur les pratiques extractives et leur rôle dans la diversification du système d'agriculture familiale régionale coïncide avec le moment où le MPST, organisation paysanne régionale, a eu des contacts plus étroits avec le GTA – Groupe de Travail Amazonien<sup>6</sup>. Or cette ONG, qui fonctionne en réseau et fédère des ONG et organisations locales de tous les Etats amazoniens, était à l'origine dominée par les *seringueiros* (ou extractivistes).

### ***Les deux principaux projets de gestion des ressources forestières du municiple :***

- *La création d'une réserve forestière municipale*

Ce projet visait à délimiter un espace où l'exploitation des ressources en bois aurait été rationalisée, en adoptant un plan de coupe et des rotations pluri-décennales. Les scieries auraient pu bénéficier de concessions avec la possibilité de remettre en cause celles-ci si leurs pratiques n'étaient pas conformes avec un renouvellement satisfaisant de la ressource. Ce projet visait donc non pas à "sanctuariser" les ressources forestières, mais à pérenniser l'exploitation du bois en tant qu'activité économique de premier plan dans le municiple. Toutefois, il a rencontré de nombreux problèmes, en particulier juridiques parce qu'il n'existait aucun précédent (du moins au niveau de l'État du Pará).

Par ailleurs, les entreprises déjà en place se sont servies de ce projet pour éliminer ou décourager les nouveaux arrivants qui étaient nombreux en 1994, en profitant du flou qui existait à l'époque dans sa

---

<sup>6</sup> Dans l'esprit du forum des ONG de Rio en 1992 et des échanges qui y ont eu lieu, cette ONG s'est vu confier l'accompagnement, conjointement avec le ministère brésilien de l'environnement, du programme pilote de préservation des forêts tropicales, financé par le PPG7 (lui-même issu des négociations de Rio 92).

définition. Cependant dès 1995, un certain nombre de ces nouvelles scieries de petite ou moyenne envergure avaient déjà fermé leurs portes, et les plus anciennes se sont alors montrées moins favorables à ce projet.

Mais surtout se posait le problème des moyens de contrôle ou de répression, particulièrement dans une région où les scieries enfreignent quotidiennement les lois en toute impunité (en envahissant les réserves indigènes pour extraire des bois de valeur par exemple).

Aussi, il est apparu très vite que le niveau municipal, du moins à l'époque, n'était pas suffisant pour implanter un projet de cette nature.

• *La gestion des réserves forestières des exploitations agricoles familiales*

Les agriculteurs pour leur part sont détenteurs d'une partie non négligeable des réserves forestières du municpe, puisqu'en vertu d'un règlement de l'Institut Brésilien pour la Protection de l'Environnement (IBAMA), toutes les propriétés agricoles amazoniennes doivent conserver 50 % de leur surface en forêt. Le municpe d'Uruará compte 10 637 km<sup>2</sup> ; La réserve indigène sur le municpe n'excède pas les 2 000 km<sup>2</sup>. Selon un recensement de l'IBGE<sup>7</sup>, le nombre d'établissements agricoles du municpe, en 1996, était de 2 239, pour une aire totale d'environ 3 000 km<sup>2</sup> (Tableau 2)<sup>8</sup>.

Tableau 2 : Nombre d'établissements agricoles, Uruará, 1996.

| Taille en Ha             | Nombre d'exploitations |
|--------------------------|------------------------|
| Moins de 1 à moins de 10 | 78                     |
| 10 à moins de 50         | 156                    |
| 50 à moins de 100        | 625                    |
| 100 à moins de 200       | 1164                   |
| 200 à moins de 500       | 138                    |
| 500 à moins de 1.000     | 60                     |
| 1.000 à moins de 2.000   | 12                     |
| 2.000 à moins de 5.000   | 15                     |
| + de 5.000               | 3                      |
| Total                    | 2 239                  |

Source: IBGE, recensement

Dans la région, les agriculteurs possédant une parcelle<sup>9</sup> inférieure ou

<sup>7</sup> Institut Brésilien de Géographie et Statistiques.

<sup>8</sup> La répartition en classes ne permet pas un calcul exact de la superficie totale.

égale à 100 Ha sont considérés comme des “petits propriétaires”. On observe dans ce tableau que cette catégorie concerne 2023 établissements. On saisit alors l’enjeu que représentent des initiatives locales visant à encourager des pratiques de gestion de ces réserves forestières en propriété privée.

Les conférences municipales ont servi de lieu d’élaboration de projets pour répondre aux différents problèmes qui affectaient le municipale. Parmi ceux-ci, il avait été envisagé de réaliser un test auprès de groupes d’agriculteurs dont les réserves avaient été peu atteintes par l’exploitation des entreprises forestières. Il s’agissait de monter une petite scierie associative et de réaliser une gestion des stocks des agriculteurs avec l’aide d’un ingénieur forestier.

Ce projet n’a pas abouti jusqu’à présent, car les différents acteurs ont été en désaccord sur les moyens et les fins. Les agriculteurs voulaient leur propre scierie et leur matériel, mais les entrepreneurs ont allégué que cette coopérative n’aurait jamais les moyens d’acheter du matériel aussi coûteux, et que le volume de bois scié ne rendrait pas l’investissement rentable. Ils ont également promu l’idée auprès de techniciens agricoles que les paysans se heurteraient à des problèmes de transport et de commercialisation qu’ils ne seraient pas en mesure de résoudre. L’alternative proposée aux paysans était alors de vendre leur production directement aux scieries. Les paysans n’avaient plus ainsi le souci de la commercialisation, mais ils n’avaient plus dans ces conditions toute leur indépendance. Les scieries étaient disposées à augmenter le prix payé aux paysans, d’autant plus que le bois avait ainsi une origine légale. Mais dans ce cas, les agriculteurs n’étaient plus que les gestionnaires d’une réserve forestière dont les patrons de scieries auraient continué à tirer les plus gros bénéfices. Or, ce projet était défendu par les agriculteurs justement pour offrir une alternative et essayer de sortir de la dépendance des scieries.

Toutefois, ce qui aujourd’hui apparaît comme une contradiction peut disparaître demain. Il est frappant d’observer, à la lecture des comptes rendus des différentes conférences et séminaires, comment les avis peuvent évoluer par la discussion. Il est probable que la précarité de l’agriculture régionale joue un rôle important et rend les plus avertis plus sensibles à toutes les propositions d’alternatives. La gestion du stock de bois de valeur sur la propriété en est une, et cette idée peut progresser assez rapidement.

---

<sup>9</sup> L’organisme de colonisation, l’INCRA, a, dans les années 1970, délimité des terrains de 100 Ha couramment appelés “lots”, qui ont été distribués aux petits paysans.

## Conclusion

Les villes “traditionnelles”, antérieures aux politiques de colonisation de la région amazonienne, se sont dans l'ensemble développées grâce aux produits renouvelables de la forêt (latex, noix, plantes médicinales, peaux). L'agriculture pratiquée alors intégrait également des produits de la forêt. Aussi, les premières populations urbaines avaient établi des relations de complémentarité ou de dépendance vis-à-vis de la forêt.

La ville pionnière, elle, a d'abord développé une relation d'opposition à la forêt, en ayant tendance à faire “table rase” pour reconstruire ensuite un modèle de paysage allogène. L'État a une part de responsabilité non négligeable dans la déforestation à travers les politiques mises en œuvre et les idéologies diffusées qui n'attribuaient de valeur qu'à la terre vierge, et non à l'ensemble des ressources forestières présentes sur ce sol. L'État des années 70 a marqué durablement l'imaginaire social du pays en diffusant ses slogans de choc, prophétisant un Brésil moderne pour la puissance duquel pouvaient être sacrifiés des ressources naturelles et des hommes. Les changements d'idéologies au niveau mondial, tel que l'illustre la conférence de Rio 92, ont eu des répercussions nationales. Contribueront-elles à un changement dans les attitudes de l'ensemble des acteurs du développement ? Encore aujourd'hui, malgré les programmes internationaux visant à soutenir un effort de l'État pour la préservation de la forêt, il n'existe pas de politique spécifiquement amazonienne qui permette aux terres boisées et à l'ensemble des richesses qu'elles contiennent de valoir davantage que les terres en pâturages.

Les difficultés rencontrées par l'agriculture familiale, particulièrement dans les conditions de frontière<sup>10</sup>, devraient encourager à intégrer l'exploitation des ressources forestières -non seulement le bois mais aussi toutes les ressources forestières renouvelables : huiles, noix, cœurs de palmier, etc. Ces ressources, renouvelables dès lors qu'elles sont correctement gérées, pourraient alors constituer une alternative pour la survie économique et sociale des petits centres urbains.

En ce sens, l'expérience d'Uruará est riche d'enseignement sur les obstacles qu'il reste à surmonter pour qu'une telle alternative devienne réalité. Son étude est d'autant plus importante que l'État brésilien a engagé une politique de décentralisation qui devrait donner plus de pouvoir aux instances locales. Cela peut représenter, pour les populations de ces petites villes amazoniennes et leurs environs, une opportunité pour décider de leur cadre de vie et mettre en place une gestion concertée des ressources naturelles.

---

<sup>10</sup> En particulier : Niveau technologique extrêmement bas, éloignement des marchés et coûts des transports pour la commercialisation

## BIBLIOGRAPHIE

- BECKER B., 1995, Undoing Myths : the Amazon, an urbanised forest, in I. Sachs et M. Clusener-Godt (ed.), *Brazilian Perspectives on Sustainable development of the Amazon Region*, Paris, Unesco/Parthenon, 53-89.
- CUNHA DOS SANTOS M. et SALGADO, I., 1998, L'aménagement forestier : potentialités et limites de son applicabilité en Amazonie, recueil des communications à la Table ronde "Dynamiques sociales et environnement", Bordeaux, 9-11 septembre 1998, vol 1 (atelier forêt), 159-170.
- DE SOUZA MARTINS J., 1996, "O tempo da fronteira. Retorno à controvérsia sobre o tempo histórico da frente de expansão e da frente pioneira", *Tempo Social* 8 (1) : 25-70.
- FOUCHER M., 1974, La mise en valeur de l'Amazonie brésilienne, *Notes et Etudes documentaires* (33), La Documentation Française, 71-96.
- GRANCHAMP FLORENTINO L., 1998, Uruará, une tentative avortée de planification municipale des ressources forestières ? Recueil des communications de la Table ronde Dynamiques sociales et environnement, Bordeaux, 9-11 septembre 1998, vol 1 (atelier forêt), 135-142.
- HENNESSY A., 1981, The frontier in Latin American history, in CNRS/CREDAL, *Les phénomènes de frontière dans les pays tropicaux*, Travaux et Mémoires de l'IHEAL n°34, Paris : 9-21.
- LOUREIRO V. R., 1992, *Amazônia. Estado, Homem, Natureza*. Belém, Cejup.
- PARALIEU N., 1998, *Structuration des espaces pionniers et organisation des circuits commerciaux en Amazonie orientale. Le cas du territoire transamazonien d'Altamira (Para-Bresil)*, Thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Nanterre – Paris X.
- SAWYER D., 1982, Ocupação e desocupação da fronteira agrícola no Brasil : ensaio de interpretação estrutural e espacial, Seminário *Expansão da fronteira agropecuária e meio ambiente na América latina*, 10-13 nov 1981, Departamento de Economia, UNB.
- UZTARROZ R., 1990, Le dernier avatar du positivisme, *Autrement : Amazonie, la foire d'empoigne*, Série Monde, H.S. n°49 : 18-43.

# Travaux de la Société d'Écologie Humaine

Directeur de la Publication : Nicole Vernazza-Licht

Déjà parus :

*L'homme et le Lac, 1995*

*Impact de l'homme sur les milieux naturels : Perceptions et mesures, 1996*

*Villes du Sud et environnement, 1997*

*L'homme et la lagune. De l'espace naturel à l'espace urbanisé, 1998*

Cet ouvrage trouve son origine dans les X<sup>e</sup> journées scientifiques de la Société d'Écologie Humaine (Marseille, novembre 1998) organisées par la SEH, le programme Avenir des Peuples des Forêts Tropicales et l'UMR 6578 du CNRS-Université de la Méditerranée. Elles ont bénéficié de l'appui du programme "Environnement, vie, sociétés" du CNRS et du Département "Environnement, technologies et société" de l'Université de Provence.

Les éditeurs scientifiques tiennent à remercier : Patrick Baudot (Université de Provence, Marseille), Edmond Dounias (IRD, Montpellier), Alain Froment (IRD, Orléans), Annette Hladik (CNRS, Paris), Annie Hubert (CNRS, Bordeaux), Pierre Lemonnier (CNRS, Marseille), Glenn Smith (LASEMA, Paris) et Theodore Trefon (APFT, Bruxelles) pour leur aide précieuse dans la relecture de certains manuscrits.

Cet ouvrage a été publié avec le concours financier de l'Union Européenne (programme APFT, DG Développement) et du Conseil Général des Bouches-du-Rhône.

*Les opinions émises dans le cadre de chaque article n'engagent que leurs auteurs.*

SOCIÉTÉ D'ÉCOLOGIE HUMAINE

c/o UMR 6578 du CNRS-Université de la Méditerranée

Faculté de Médecine, 27, boulevard Jean-Moulin

13385 Marseille cedex 5

Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2000

ISBN 2-9511840-5-0

ISSN 1284-5590

*Tous droits réservés pour tous pays*

© Éditions de Bergier

476 chemin de Bergier, 06740 Châteauneuf de Grasse

bergier@wanadoo.fr

**L'HOMME  
ET LA  
FORÊT TROPICALE**

**Éditeurs scientifiques**

Serge Bahuchet, Daniel Bley,  
Hélène Pagezy, Nicole Vernazza-Licht

Travaux de  
la Société  
d'Ecologie  
Humaine



1999